

monsieur l'Orateur, d'emplois qui donnent aux Canadiens l'occasion de travailler à long terme.

Les Canadiens exigent de la franchise de la part du gouvernement en matière de politique économique. Le 13 décembre, les députés de l'opposition ont défait le budget qu'avait présenté notre parti. Ils ont rejeté les solutions que nous avions proposées et ont passé leur temps, pendant la campagne électorale, à dire que nos propositions étaient inacceptables pour les Canadiens, et qu'elles l'étaient certes à leurs yeux. Les Canadiens ont donc décidé de donner au parti libéral l'occasion de proposer d'autres solutions. Nos vis-à-vis ont maintenant cette occasion, monsieur l'Orateur, mais où sont donc leurs politiques? Où sont leurs programmes de dépenses? Où est leur politique énergétique? Ces programmes et ces politiques pourraient réduire considérablement le chômage dans ma région de l'Ontario. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a laissé entendre aujourd'hui qu'il envisage une hausse importante du prix de détail de l'essence. C'est la seule interprétation que l'on puisse donner à sa déclaration.

Comme le ton a changé chez les Libéraux quand on compare leurs propos d'aujourd'hui aux discours qu'ils tenaient durant la campagne électorale, lorsqu'ils dénonçaient nos propositions visant à assurer l'auto-suffisance énergétique aux Canadiens, c'est-à-dire des approvisionnements sûrs à des prix abordables. Nous étions préoccupés alors, quand nous avons formulé ces propositions, par le besoin de procurer des emplois aux Canadiens.

Permettez-moi d'insister, monsieur l'Orateur, sur les difficultés que connaîtra ma circonscription si les politiques de ce gouvernement sont appliquées et si nous laissons le Canada s'installer dans une dépendance croissante à l'égard de sources étrangères d'approvisionnement en pétrole. Qu'arrivera-t-il dans les secteurs de ma circonscription où les gens doivent faire la navette entre leur domicile et leur lieu de travail, si nous manquons d'essence? Que se passera-t-il si les entreprises, un peu partout dans le cœur industriel du Canada, sont forcées de mettre à pied leurs travailleurs? Et que dire des maisons qui, dans des circonscriptions comme la mienne, dépendent des approvisionnements en énergie? Qu'en sera-t-il de l'agriculture canadienne en cas de pénurie d'énergie?

Nous constatons aujourd'hui, plus de deux mois après les élections fédérales, que le parti libéral n'a pas encore fait connaître ses politiques aux Canadiens. Le gouvernement n'a pas encore dit aux gens ce qu'il entend faire à propos de l'énergie et comment il compte s'y prendre pour réduire cette dépendance croissante à l'égard du pétrole étranger qui a pris naissance durant les 11 années de pouvoir du gouvernement Trudeau. Comment le gouvernement actuel prévoit-il tenir ses promesses et assurer aux Canadiens de l'énergie à un prix abordable? Il refuse de nous le dire.

Ce que le gouvernement est en train de faire, c'est de préparer les Canadiens de ma circonscription à des hausses de prix et à de futures pénuries. Je demande au ministre de l'Emploi et de l'Immigration quels seront les effets de la politique énergétique du gouvernement sur le chômage dans ma circonscription à l'avenir si elle reste la même. Je demande au ministre quel sera l'effet sur les petites entreprises si on permet au gouvernement libéral de continuer à agir comme il le fait aujourd'hui.

### *Crédit d'impôt à l'emploi—Loi*

Au cours de la campagne électorale, les candidats libéraux s'étaient promenés d'un bout à l'autre du pays en reprochant à notre gouvernement ce qu'ils appelaient sa politique de taux d'intérêt élevés. Je reconnais que les taux d'intérêt au cours de cette période étaient élevés parce que nous avions été forcés de les laisser monter après avoir pris la relève du gouvernement libéral qui avait dépensé à tour de bras pendant 16 ans. Les candidats et les principaux dirigeants libéraux avaient clairement laissé entendre au cours de cette période qu'avec le parti libéral au pouvoir, les taux d'intérêt baisseraient au Canada.

Vous avez probablement vu, monsieur l'Orateur, le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) quand il était critique financier de l'opposition au cours de la dernière législature déclarer de façon ferme et non équivoque à l'émission de Morton Shulman à Toronto qu'il démissionnerait si le gouvernement libéral, après avoir formé le gouvernement, permettait aux taux d'intérêt d'aller plus haut. Pourquoi est-il encore ici aujourd'hui? A-t-il changé d'idée? Ce ministre se doit certes d'expliquer à la population canadienne et à mes commettants, parce qu'il était passé dans ma circonscription au cours de la campagne électorale, les solutions que propose son parti pour relancer l'économie. Ce ministre se doit d'expliquer à mes commettants et à la population canadienne pourquoi il a changé d'idée au sujet des taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt au Canada empêchent certes dans une certaine mesure les petits hommes d'affaires et des agriculteurs familiaux de créer des emplois au Canada. Ce n'est pas suffisant que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration propose des solutions de rafistolage en refusant de s'attaquer à la vraie cause du problème.

Le parti libéral se doit d'exposer aux Canadiens et au Parlement ses projets de dépenses. Et le ministre des Finances (M. MacEachen) à l'occasion de son mini-budget de la semaine dernière, et le président du Conseil du Trésor (M. Johnston), qui lui a déposé le budget des dépenses, ont refusé d'indiquer au public canadien combien le gouvernement entendait dépenser cette année. Comment alors pouvons-nous discuter d'un projet de dépenses si le gouvernement refuse de dévoiler ses intentions.

Dans son mini-budget, le ministre des Finances nous a livré des projections. Il prévoit que le déficit fédéral pourra atteindre 14.2 milliards en 1980-81, comparativement au déficit de 10.5 milliards prévu dans le budget Crosbie en décembre dernier. Le ministre des Finances a aussi prévu que la croissance réelle serait de ½ p. 100 ce qui se compare encore à une croissance de 1 p. 100 prévue dans le budget Crosbie. Le ministre a ensuite précisé que ces chiffres ne constituaient pas un projet définitif de la part du gouvernement, qu'il ne s'agissait que de simples projections.

Quand serons-nous mis au courant du programme? Quand le gouvernement dira-t-il enfin aux citoyens comment il entend orienter notre économie? De toute évidence, lors du vote de la soirée du 13 décembre, le parti libéral ne pouvait se contenter simplement de dire non à ce que nous proposons dans le budget. Il lui incombait également de présenter ses propres solutions aux électeurs canadiens et de dire comment il entendait gouverner notre pays.

Quand le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a pris la parole au cours du présent débat, il a affirmé que son projet ne visait nullement à remplacer le secteur privé. Le ministre